

Aide Publique au développement de la France

Budget de la solidarité internationale : asphyxiées, les ONG disent stop aux coupes !

Paris, le 26 octobre 2017

Ce matin, une centaine de représentant-e-s d'ONG de solidarité internationale ont manifesté à l'appel de Coordination SUD devant le siège de l'Agence française de développement à l'occasion de la tenue de son Conseil d'administration où siègent le ministère des Finances ainsi que le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères. Ils dénoncent la coupe brutale de 16 millions d'euros qui ampute ainsi de 20 % le budget de 2017 de l'agence dédié au financement des projets de terrains des ONG.

En 23 années d'existence c'est du jamais vu. Pour la première fois, Coordination SUD, plateforme nationale des ONG françaises de solidarité internationale qui rassemble aujourd'hui 162 ONG, manifeste. 16 millions d'euros destinés aux ONG de solidarité internationale viennent d'être supprimés, sur la ligne « Initiatives ONG » de l'Agence française de développement (AFD) qui finance les projets d'ONG de terrain. Soit 20 % en moins sur les 77 millions prévus en 2017.

Cette coupe concerne des projets pour la défense des droits humains, l'éducation, la sécurité alimentaire ou encore la lutte contre les changements climatiques... Au final des centaines de milliers de personnes dont la situation de précarité demeurera ou s'aggravera dans les zones de crise concernées et des emplois menacés dans les ONG. Des dossiers préparés depuis plus d'un an, des coopérations basées sur des relations partenariales sont donc mis en péril par une décision ministérielle brutale. Décision qui aura des conséquences immédiates sur les actions de terrain des ONG, mettant à mal des années de travail.

« C'est la première fois en 10 ans, que n'avons aucun soutien du ministère des Affaires étrangères. Par rapport à l'année dernière c'est -30 000 euros. C'est l'équivalent de 6 mois de travail d'un cadre dans notre équipe », témoigne un représentant associatif.

L'effort demandé aux ONG dans un contexte de restriction budgétaires généralisé est disproportionné, sinon injuste : « C'est encore les pauvres et les plus vulnérables qui vont trinquer. Le gouvernement nous ponctionne en prétendant être incapable de trouver 16 millions d'euros ailleurs alors même que la réforme de l'ISF prive l'État de milliards et réduira indirectement les ressources des associations », s'insurge Emmanuel Poilane, président du CRID et trésorier de Coordination SUD.

Pour Anne-Françoise Taisne, déléguée générale du CFSI et administratrice de Coordination SUD « Les organisations de la société civile sont des acteurs clés de la coopération : expertes dans leur domaine, elles ont, avec leurs organisations partenaires, un impact réel auprès des populations des pays où elles interviennent. Pourtant elles restent 12 fois moins financées que leurs voisines européennes ».

Pour Philippe Jahshan, président de Coordination SUD : « L'effort porté par les ONG sur les économies budgétaires de 2017 est totalement disproportionné avec leur part minime dans l'acheminement de l'aide publique française d'un côté, et leur apport en moyens propres, en

expertise ou en mobilisation citoyenne de l'autre ! C'est injustifiable et incompréhensible ».

Cette coupe s'inscrit dans un contexte plus large de manque d'ambition criant pour l'aide publique au développement : « Pour concrétiser les engagements présidentiels, il faudra dégager 1,2 milliard d'euros en plus par an. Avec une augmentation de seulement 100 millions d'euros prévue pour 2018, le compte n'y sera pas avant longtemps ! Il faut revoir la copie pour plus d'ambition pour la solidarité internationale en général, et pour l'action des ONG en particulier », complète Philippe Jahshan.

Contact presse : Bénédicte Bimoko

bimoko@coordinationsud.org – Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19